

lait ; C. R. Ac. Sc. 19 Juillet 1926. — *Sur la diffusion de la propriété acidoprésurique (acidoprotéolytique) chez les bactéries* ; Le Lait, IV, 1924, N^o 35. — *Sul comportamento del B. Coli nel latte*. Rend. R. Acc. Lincei, 1^{er} Février 1920. CALLELIO, C. *Sul comportamento degli streptococchi piogeni nel latte*. Rend. R. Ist. Lomb. Scienze e Lettere, 1^{er} Juillet. 1926

L'ALIMENTATION DES VILLES EN LAIT
OPPORTUNITÉ DE STATISTIQUES RÉGIONALES
LE DÉFICIT DE LA PRODUCTION
NÉCESSITÉ D'ASSOCIER A SON CONTRÔLE HYGIÉNIQUE,
UNE ACTION DESTINÉE A L'INTENSIFIER

par le Docteur ROBIN,

Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène de Nantes

Depuis une vingtaine d'années se manifeste la préoccupation de réglementations renfermant les éléments d'un contrôle de la production et de la vente du lait.

Des préfets ont pris des arrêtés reposant tant sur l'obligation que sur le principe d'encouragements accordés aux producteurs se conformant à certaines conditions d'hygiène du bétail, de la stabulation, de la traite. Des villes ont, elles aussi, promulgué des règlements sur la salubrité du transport et de la mise en vente du lait par les importateurs et les détaillants.

Nous ne saurions dire si les arrêtés préfectoraux ont exercé une action effective sur une production saine. Nous avons connu autrefois en Loire-Inférieure une vacherie approuvée : je ne sais pas qu'un autre exemple en ait existé depuis.

En ce qui concerne les arrêtés des maires, ils sont difficilement opérants, parce qu'ils ne peuvent s'adresser à la production généralement extérieure au rayon d'action des communes ; parce qu'aussi l'application stricte des mesures à l'importation et à la vente doit être examinée dans ses conséquences sur l'approvisionnement. Toute menace de contrainte s'accompagne d'une diminution des apports et d'un trouble dans la répartition, dont on ne peut écarter certaines considérations touchant les intérêts propres des détaillants.

La question de réglementation et de contrôle revient cependant, depuis quelques années, à l'ordre du jour. En 1917, le Professeur LETULLE a soumis aux délibérations du Conseil d'Hygiène de la Seine un projet de contrôle facultatif, prévoyant la possibilité d'un agrément spécial de l'autorité pour ceux qui accepteraient de se conformer à des conditions matérielles déterminées et à la tuberculination du bétail.

Plus près de nous, nous voyons les initiatives de la *Ligue du Lait*. Réglementation ou efforts particuliers paraissent tous avoir contre

eux le fait de ne pas émaner d'un organisme central légal et spécialisé qui leur serve de support.

Le Professeur Ch. PORCHER en exposant les initiatives intéressantes des Etats-Unis, étudiées par lui lors du Congrès international de Laiterie de Washington (1923) a décrit la nature de ce Conseil National de Laiterie (*National Dairy Council*) et de ses filiales des différents Etats de l'Union dont le but est d'atteindre une rénovation et un perfectionnement de la production par une extension de la consommation, en même temps qu'une organisation de contrôle s'adresse à l'amélioration de la qualité du lait.

Nous ne disposons en France ni d'un organisme de centralisation approprié, ni même des moyens d'action utiles. Si les lois des 1^{er} août 1905 et 28 juillet 1912 nous laissent des possibilités directes d'intervention, nous n'y trouvons pas plus que dans les textes de 1898, de 1902, 1904, 1909 les moyens d'entreprendre une réforme complète des conditions de la production.

Tant que les Pouvoirs Publics n'auront pas pris l'initiative d'une politique du lait, il ne sera pas possible de poursuivre une œuvre qui pour être efficace doit être universalisée et ne pas rester dans le cadre d'initiatives locales.

Il semblerait intéressant dès maintenant que d'une manière générale, les villes, soit en vue d'une action régionale concertée, soit en vue de préparer les voies à une organisation future prennent soin de contrôler leurs apports de lait du point de vue quantitatif et de l'origine. Ce sont là des renseignements documentaires utiles à acquérir pour l'étude de la production régionale, et pour la stabilisation des marchés.

Frappés de voir avant 1914 avec quel soin certaines villes allemandes procèdent à ce contrôle régulier des introductions, nous l'avons systématiquement réalisé à Nantes depuis la guerre où la pénurie du lait nous incitait à envisager des mesures de sauvegarde.

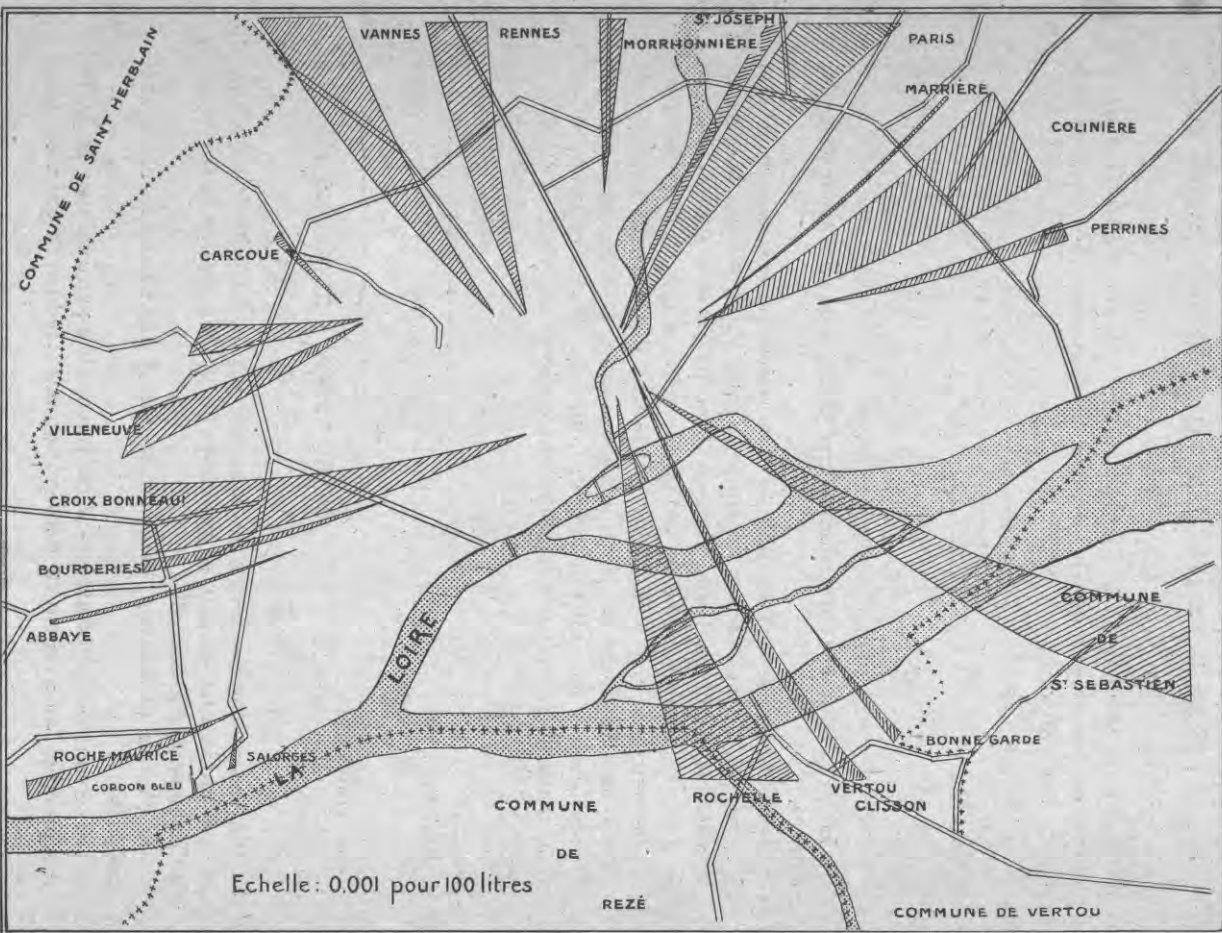
La carte jointe nous donne la représentation objective et l'échelle des importations avec l'indication de leur provenance, tandis que la statistique enregistre d'autre part l'importance des apports.

Nous trouvons dès maintenant un intérêt au rapprochement de ces notions.

Au commencement de la guerre, nos apports normaux étaient évalués à 48.000 litres journaliers : au cours de celle-ci, nous les avons vus tomber à 31.000 litres.

Les moyens d'information réguliers mis en œuvre nous permettent aujourd'hui par l'examen des conditions où se produit la stabilisation, de constater que d'année en année l'approvisionnement en lait diminue.

Les introductions ont passé par des moyennes journalières pour :



de	1922	1923	1924	1925	1926
	33.458 l.	35.072 l.	33.371 l.	31.951 l.	31.787 litres

L'ARRIVÉE DU LAIT A NANTES.

La quantité moyenne de lait par habitant est de 0,17 centilitres.

L'approvisionnement quotidien moyen pendant les mois d'hiver de décembre à avril, a été pendant ces mêmes années pour :

	1922	1923	1924	1925	1926
de	28.321 l.	35.186 l.	32.402 l.	31.818 l.	31.085 litres

et lorsqu'on le compare à celui des mois de saison chaude, de mai à novembre, on trouve que le décalage produit entre les deux saisons est de l'ordre, pour :

	1922	1923	1924	1925	1926
de	22 %	1 %	6 %	2 %	3 %

Le graphique ci-contre donne une traduction plus expressive des chiffres.

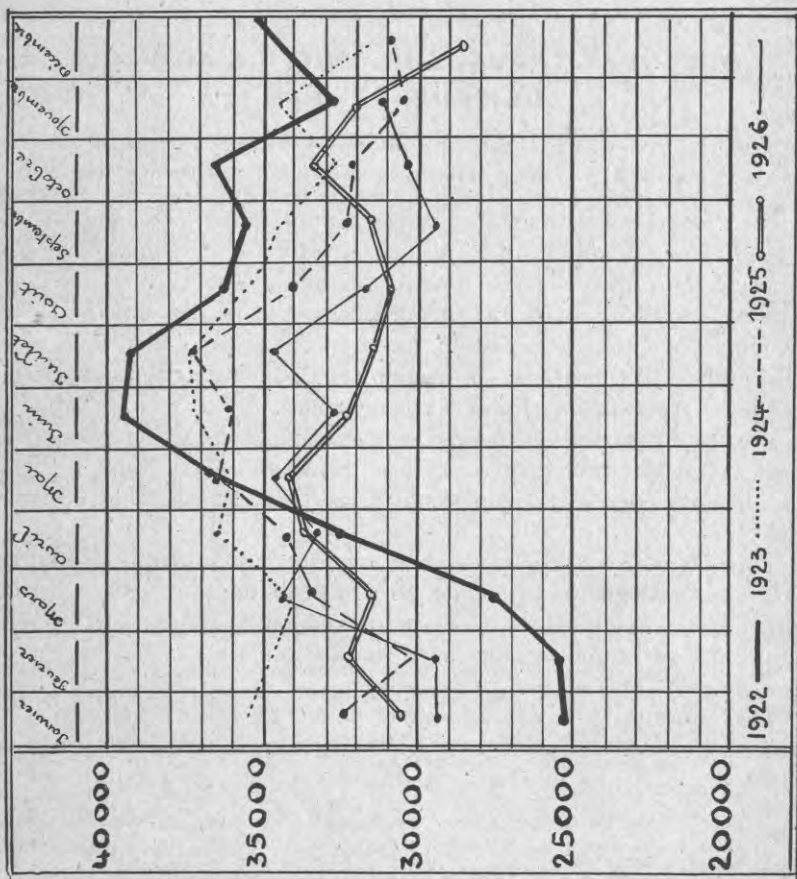
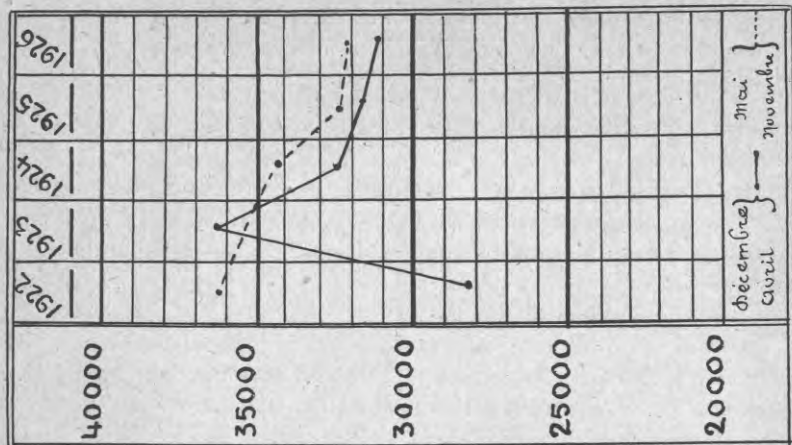
Cette tendance à l'équilibre semble assez curieuse à enregistrer. Elle ne peut, semble-t-il, s'expliquer, ni par l'identité des besoins de la ville en été et en hiver, ceux-ci étant loin d'être saturés puisque la consommation a baissé de 48.000 litres avant-guerre à 31.000 litres en moyenne, ni par le fait des restrictions des apports d'été ou de nombreuses fractions de la population vont à la campagne, puisque les statistiques de juillet à octobre, opposées à celles de novembre-juin, donnent des valeurs sensiblement égales.

	1922	1923	1924	1925	1926
Juillet-octobre Moyenne	36.759	35.136	33.967	31.972	31.698
Novembre-juin Moyenne	35.261	33.661	32.031	31.865	

On est amené dès lors à se poser un certain nombre de questions. La production du lait se raréfie-t-elle ou sont-ce les importations de l'alimentation des villes ?

Si c'est la production, comment se fait-il que l'écart hiver-été soit insensible ?

Si ce sont les importations, ne devraient-elles pas diminuer de juillet à septembre, au moment de l'émigration des citadins, ce qui n'est pas ?



N'y a-t-il pas là un problème à éclaircir?

Nous pencherions à penser que le péril est à la production. Il convient cependant de tenir compte du développement général de l'élevage depuis la guerre et de ne pas négliger aussi dans diverses régions certaines indications sur la spoliation d'un ramassage intensifié par les grands centres et par l'industrie beurrière et fromagère.

On peut conclure sur cette certitude qu'il y a moins de lait dans nos villes. Quels qu'en soient les facteurs, cette raréfaction du marché appellerait sans doute une raison d'intervenir dans le sens d'une action spécialisée et organisée tendant à améliorer qualitativement et quantitativement la production du lait.

Un Conseil National fondé sur des moyens légaux d'action, avec des branches provinciales, tel que celui des Etats-Unis sur lequel M. le Professeur Ch. PORCHER a attiré l'attention, ne serait-il pas une réalisation intéressante de l'Etat?

QUELQUES TRAVAUX DE L'OFFICE AGRICOLE DE SEINE-ET-OISE

par M. MONMIREL,

Président de l'Office agricole départemental de Seine-et-Oise.

Il m'est particulièrement agréable de présenter aux lecteurs de cette Revue une étude relatant les travaux de l'Office agricole et, en particulier, les résultats obtenus par notre Comité d'élevage.

Sous l'impulsion de M. BLANCHARD, Directeur des Services agricoles, qui joint à une grande érudition, une décision et une volonté de réalisation tenace, l'Office agricole a créé des Comités qui tous ont mis à l'étude les questions agricoles les plus ardues.

Devant la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, M. BLANCHARD a voulu savoir la valeur des diverses machines à traire (1) ; devant la cherté des aliments concentrés, il a voulu rechercher des aliments de substitution.

Pour élucider ces problèmes, il ne pouvait mieux faire que de s'adresser à notre collègue de l'Office M. J.-E. LUCAS, dont la vacherie importante permet la constitution de lots d'expériences et qui, par sa collaboration d'avant-guerre avec notre maître M. MALLÈVRE, est rompu à ce genre d'expériences.

Les résultats qu'il avait obtenus avant 1914 sur les machines à traire, les coques de cacao, le tourteau de soja, la forme dans laquelle il faut distribuer les aliments étaient les meilleurs garants d'un esprit

(1) Dans le numéro que *Le Lait* consacrera à la machine à traire, le rapport de M. Blanchard sur cette question sera publié (R).